

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 379 / Décembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ème} TRIMESTRE 2022

Portée par la réouverture des frontières et une forte demande intérieure, l'économie de Wallis-et-Futuna affiche des signes clairs de progression. Les prix à la consommation continuent de croître, mais toujours de manière modérée. L'activité des entreprises est globalement stable même si l'on peut mentionner une dynamique positive des secteurs du BTP et une augmentation du nombre de commerçants. Le trafic international progresse parallèlement aux levées de restrictions sanitaires, et s'approche de son niveau pré-pandémie. La hausse des prix de l'énergie, pour l'instant peu répercutée sur les ménages grâce à des prix des carburants et de l'électricité fixés par les autorités, reste à surveiller.

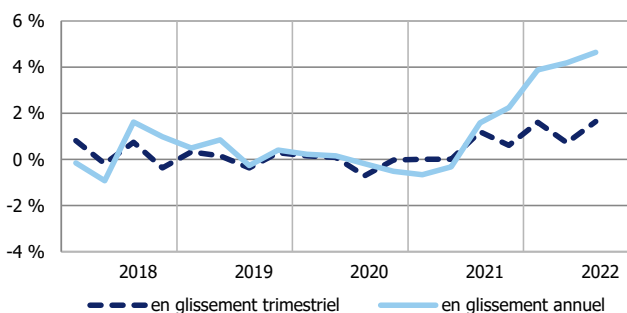
Un troisième trimestre en continuité du précédent

L'indice des prix continue de progresser

L'inflation augmente de 1,6 % sur un trimestre, après la hausse de 0,7 % au deuxième trimestre. La progression est plus importante pour l'énergie (+3,1 %) que les services (+2,1 %) et les produits manufacturés (+1,8 %). Les prix de l'alimentation progressent quant à eux de 0,6 %.

Sur les douze derniers mois, l'inflation atteint 4,6 % à la fin du troisième trimestre. Si l'on compare à l'Hexagone pour lequel elle s'élevait à 6,2 % sur la même période, Wallis-et-Futuna semble encore relativement épargné. Les effets de l'inflation risquent toutefois d'atteindre les îles avec un léger décalage temporel. **Les prix de l'énergie ont bondi de 27 % sur les 18 derniers mois (14 % en un an)**. Pour les autres secteurs, la hausse est contenue : 2,7 % pour l'alimentation, 3,2 % pour les produits manufacturés et 5 % d'augmentation annuelle pour les prix des services.

Évolution de l'indice des prix à la consommation

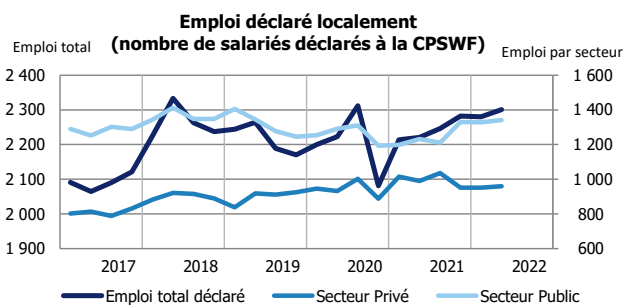


Source : STSEE, données trimestrielles

Hausse modérée de l'emploi déclaré dans le secteur public, stabilité dans le secteur privé

2 301 salariés sont déclarés à la CPSWF à fin juin 2022 contre 2 280 à fin mars. **L'emploi est sur une légère tendance haussière**, que ce soit en rythme trimestriel (+0,9 %) ou en rythme annuel (+3,6 %). La répartition entre emploi public et privé sur le Territoire est remarquablement stable : **la proportion des emplois publics dans le total des emplois pérennes reste entre 55 et 60 %** depuis plus de quinze ans.

À fin juin 2022, 1 341 salariés travaillaient dans le secteur public, un peu plus qu'au trimestre précédent (+1 %) et bien davantage que l'année précédente (+8,9 %). S'agissant du secteur privé, l'artisanat était plutôt en baisse alors que le secteur du commerce progressait (hausse de 5,7 % de l'emploi commercial sur un an).



Source : CPSWF

La consommation des ménages en forte hausse

Le montant total des importations de biens de consommation atteint pour la première fois les 500 millions de francs CFP au troisième trimestre. Ce montant est largement supérieur à ceux enregistrés aux troisièmes trimestres 2021 (386 M), et 2020 (300 M) ou encore 2019 (305 M). **Depuis l'année 2021, la consommation des ménages a donc spectaculairement augmenté.**

Les importations de biens d'équipement du foyer, même si elles baissent ce trimestre, sont supérieures de 23 % à celles enregistrées lors du troisième trimestre de l'année précédente. Elles atteignent 437 millions de francs CFP depuis le début de l'année, +41 % par rapport à la même période en 2021 et +76 % pour 2020.

Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs sont stables sur le trimestre (22 véhicules, comme au trimestre précédent), affichant un montant comparable à la moyenne trimestrielle des deux années précédentes (2021 : 26 et 2020 : 21).

À fin septembre 2022, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente sur le trimestre (+26 %), passant de 199 à 251 personnes. Alors que la tendance ces dernières années était à la baisse, **le nombre d'incidents de paiement par chèque a explosé**, à la fois en rythme trimestriel (+170 %, soit 501 incidents contre 186 au premier trimestre) et en rythme annuel (+382 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est nul, comme lors du trimestre précédent.

L'investissement des entreprises se stabilise

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises baissent après deux trimestres d'augmentation.

Cette baisse est davantage le signe d'une variation saisonnière habituelle que d'un ralentissement d'activité. Globalement, les importations de biens d'équipement sont stables en 2022 par rapport à 2021 sur les trois premiers trimestres.

34 véhicules utilitaires ont été immatriculés au troisième trimestre 2022, soit moins qu'à la même période en 2021 (50), mais bien plus que pour 2020 (20) et autant que 2019 (33). **La tendance haussière de ces deux dernières années reste marquée.**

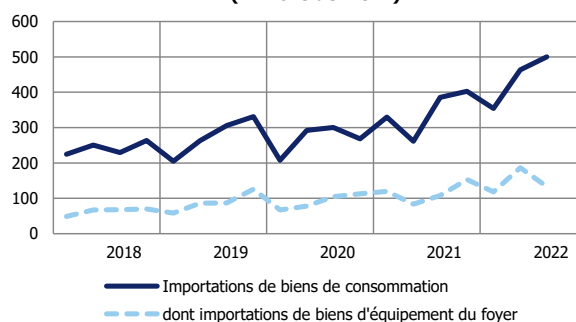
Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est en légère baisse, à 0,7 % (contre 0,8 % pour le trimestre précédent). Le taux affiché est le plus faible de ces dernières années (1,3 % en moyenne en 2021, 2,2 % en 2020 et 4,0 % en 2019).

Les importations en légère baisse, mais toujours à des niveaux très importants

Malgré une baisse ce trimestre par rapport au précédent (-11 %), **les importations totales affichent des montants très élevés** depuis bientôt 3 ans. De janvier à fin septembre 2022, les importations ont augmenté de 14 % par rapport à la même période en 2021, de 41 % par rapport à 2020 et de 71 % par rapport à 2019.

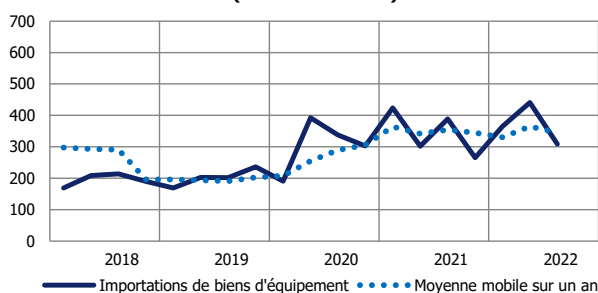
Parmi ces importations, les produits énergétiques pèsent de plus en plus. Pour un poids équivalent, la valeur de ces produits énergétiques importés au troisième trimestre 2022 est deux fois plus importante que celle du même trimestre 2021. Encore une fois, **l'augmentation des prix est le principal facteur explicatif de la hausse.** Les importations de produits alimentaires ont en revanche baissé au 3^e trimestre (-21 % en glissement annuel) même si elles demeurent comparables sur les 3 premiers trimestres de 2022 à la même période de 2021 (+4 %).

Importations de biens de consommation
(millions de F CFP)



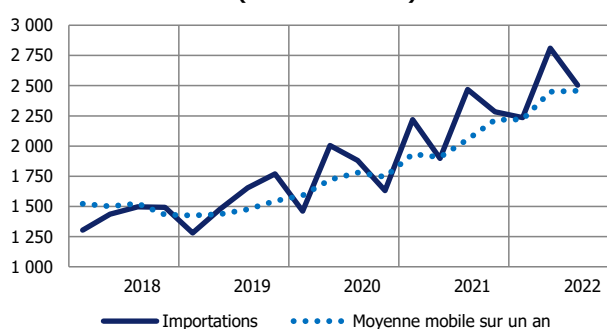
Source : Service des Douanes

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

Importations
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

En glissement annuel, les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en hausse de 2,6 % sur le trimestre, à 399 millions de francs CFP.¹ Les taxes intérieures sur la consommation sont, elles, en forte baisse (-29 % en glissement annuel).

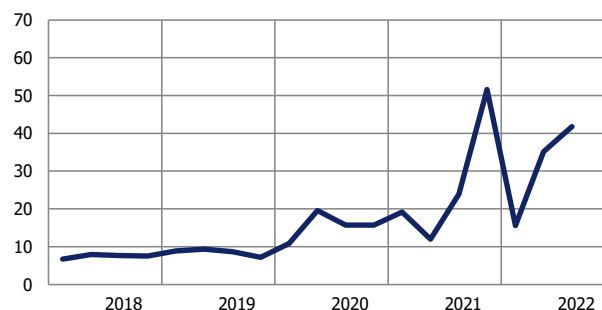
Situation positive pour les principaux secteurs d'activité

Le secteur du BTP confirme sa reprise

Les importations de ciment augmentent encore ce trimestre : +44 % par rapport au précédent, et +76 % en glissement annuel. La valeur du ciment importé lors des trois premiers trimestres en 2022 a déjà dépassé celle des années 2020 et 2019 complètes, atteignant 87 M de francs CFP (62 M en 2020, 34 M en 2019). Cette augmentation est moins visible si l'on étudie le poids des importations de ciment : 2 099 tonnes importées sur 3 trimestres en 2022, à comparer aux 1 732 tonnes importées en 2021 et aux 2 130 tonnes en 2020 sur la même période.

En fin de deuxième trimestre, les effectifs salariés du secteur sont stables, à 106 employés.

Importations de ciment
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

Une activité commerciale en essor

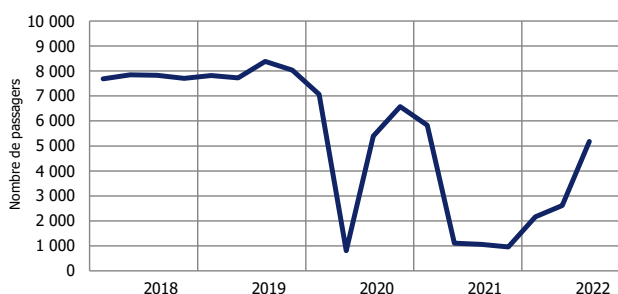
L'ouverture de deux nouvelles supérettes de taille moyenne à Wallis illustre la **bonne santé affichée par le secteur du commerce**, porté par une consommation intérieure croissante. En 2022, les importations de biens de consommation représentent 161 % des importations moyennes des 5 dernières années, et ce chiffre s'élève à 138 % pour l'industrie alimentaire. Dans le détail, les importations de meubles, d'appareils domestiques et d'articles d'habillement ont vu leur valeur augmenter respectivement de 95 %, 74 % et 25 %. Cette augmentation pourrait profiter davantage au Territoire si les produits achetés n'étaient pas quasi exclusivement importés.

Un trafic aérien en forte augmentation, mais toujours relativement faible

La réouverture des frontières le 11 juillet 2022 a permis au trafic aérien international de retrouver des couleurs.

Avec 5 000 passagers cumulés au cours du troisième trimestre, la fréquentation des vols internationaux augmente de 111 % en un trimestre et de 389 % par rapport au troisième trimestre de l'année 2021. Ce rebond spectaculaire ne doit pas masquer la réalité : au troisième trimestre 2022, le nombre de voyageurs internationaux ne représente que 61 % du nombre de voyageurs au même trimestre de l'année 2019. **Le retour à la normale n'est donc pas atteint**, mais le trafic international devrait encore s'intensifier lors des mois de décembre et janvier, habituellement très chargés avec 3 000 passagers par mois en moyenne.

Trafic international



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

Pour rappel, les mesures sanitaires imposées pour entrer sur le

Territoire se sont assouplies progressivement : plus de confinement imposé à l'hôtel à partir du 11 juillet, plus de confinement de 3 jours à domicile à partir du 9 août, plus de test PCR nécessaire pour embarquer pour Wallis à partir du 19 août, plus de test antigénique à partir du 26 août, plus de nécessité d'un motif impérieux pour les non-vaccinés à partir du 9 septembre.

Le trafic entre Wallis et Futuna, moins dépendant des restrictions sanitaires et des variations saisonnières, s'établissait à une moyenne de 1 100 passagers mensuels au troisième trimestre, comme lors du trimestre précédent. Il faudra attendre les données des prochains mois pour savoir si ce trafic intérieur va s'inscrire dans la baisse tendancielle de ces dix dernières années (qui peut en partie s'expliquer par la baisse du nombre d'habitants, plus marquée à Futuna qu'à Wallis), ou repartir à la hausse.

¹ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 selon les dernières prévisions publiées par le FMI en octobre. Les perspectives restent inchangées par rapport à celles publiées de juillet. Le FMI identifie l'inflation comme l'un des principaux facteurs qui pèsent sur les prévisions de croissance : après s'être établie à 4,7 % en 2021, l'inflation mondiale devrait atteindre 8,8 % en 2022 avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et à 4,1 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie sont également mis en avant pour expliquer ces perspectives. En 2023, le FMI anticipe une croissance de 2,7 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au troisième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après deux trimestres consécutifs de repli. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont retrouvé une dynamique positive. Toutefois, les risques sont orientés à la hausse pour les mois à venir avec une inflation qui se maintient à un niveau élevé et une croissance de l'emploi qui devrait ralentir. Sur l'ensemble de l'année 2022, le FMI table désormais sur une progression du PIB de 1,6 %, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,2 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,8 %. Si la consommation des ménages s'est maintenue sur le trimestre, le renforcement continu de l'inflation devrait peser de plus en plus sur l'activité de la zone dans les mois à venir. À fin septembre, le taux d'inflation a atteint 9,9 %, son plus haut niveau depuis qu'Eurostat a commencé à publier cet indicateur en 1997. Le taux de chômage s'est établi pour sa part à 6,6 %. Selon le FMI, le PIB pourrait croître de 3,1 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,5 point par rapport aux prévisions de juillet.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,2 % au troisième trimestre selon l'Insee après avoir crû de 0,5 % au trimestre précédent. Si la consommation des ménages marque le pas (+0,0 % après +0,3 %), l'investissement des entreprises accélère fortement (+1,3 % après +0,4 %). Le commerce extérieur contribue à l'inverse négativement à la croissance : les importations progressent de 2,2 % tandis que les exportations continuent de ralentir (+0,7 % après +1,3 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a reculé de 0,3 % au troisième trimestre 2021 après une progression de 1,1 %. La consommation des ménages a notamment été obérée par la résurgence de la pandémie durant l'été, mais également par l'inflation. La chute du yen a par ailleurs fortement pesé sur la balance commerciale du pays. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une croissance de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,7 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions sanitaires imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,2 % selon le FMI. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 3,4 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité économique progresser de 6,8 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 novembre 2022.

LE DILEMME CROISSANCE/INFLATION DANS LA ZONE PACIFIQUE

L'inflation demeure une préoccupation majeure, amplifiée au troisième trimestre 2022 par le renforcement du dollar US qui concourt au renchérissement de nombre de produits importés, notamment énergétiques. Entre fin juin et fin septembre, le dollar index (déterminé par rapport à un panier de 6 devises : yen, livre Sterling, euro, dollar canadien, franc suisse et couronne suédoise) s'est apprécié de 7 %.

Par conséquent, la plupart des banques centrales de la zone Pacifique ont apporté des réponses fortes. Celles de Nouvelle-Zélande et d'Australie ont remonté leurs principaux taux directeurs de 2,25 points de base depuis le début de l'année, dans le but de freiner la dynamique des prix et éviter la formation d'une spirale prix-salaires. A contrario, la Bank Indonesia a maintenu les siens inchangés (6,50 % depuis 2016), en dépit d'une évolution des prix à la consommation de +6 % en glissement annuel en septembre, bien au-delà de sa cible (2-4 %).

L'Indonésie peut néanmoins se prévaloir d'une croissance solide, +5,7 % en rythme annuel au troisième trimestre 2022, après +5,4 % au précédent, assise sur la demande interne et surtout les exportations (+21,6 %), qui ont bénéficié des cours élevés des matières premières sur la période. La consommation publique est ressortie en retrait (-2,9 %), en raison des efforts de réduction du déficit budgétaire menés par le gouvernement.

Également soutenue par ses exportations de produits de base, l'économie **australienne**, dont l'activité a augmenté de 3,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, devrait conserver un rythme de croissance dynamique au suivant. Les dépenses de consommation des ménages, +28 % en glissement annuel en septembre, ont augmenté depuis 18 mois sans discontinuer, pour partie en rattrapage des confinements sanitaires de 2021. Le chômage ne représentait au troisième trimestre que 3,5 % de la population active, son plus bas niveau depuis les années 1970, et les tensions sur le marché du travail ont poussé les salaires à la hausse, +3,1 % en comparaison annuelle. Mais ceux-ci risquent d'être pénalisés par l'inflation, les resserrlements de la politique s'avérant encore peu opérants pour la ralentir : au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est affiché à +7,3 % en glissement annuel, après +6,1 % au trimestre précédent.

Il en a été de même en **Nouvelle-Zélande** où le rythme de croissance de l'IPC, +7,2 % au troisième trimestre, est apparu comme un record historique (+7,6 % au deuxième trimestre 1990). Avec un taux de chômage au plancher depuis un an (3,3 % au troisième trimestre 2022), les salaires ont crû de 3,7 %. Les frictions sur l'emploi reflètent, comme en Australie, les pénuries de main-d'œuvre résultant des strictes politiques de fermeture des frontières, qui avaient empêché l'immigration de travailleurs étrangers pendant les années Covid-19. Dès le deuxième trimestre 2022, le PIB néozélandais a brutalement ralenti, +1 % après +4,9 % au premier trimestre, plombé par la contribution négative de la consommation des ménages (-3,2 %) et malgré la performance des exportations (+20,5 %). Celle-ci a non seulement reposé sur les biens agricoles et agroalimentaires, mais aussi sur les services touristiques, suite à la réouverture du pays en mai 2022.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.